

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-HUITIEME SESSION



Documents officiels

DEUXIEME COMMISSION
11e séance
tenue le
vendredi 15 octobre 1993
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 11e SEANCE

Président : M. MONGBE (Bénin)

SOMMAIRE

CELEBRATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT
(suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.2/48/SR.11
22 décembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 heures.

CELEBRATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

1. M. SYROGIANIS-CAMARA (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), parlant au nom du Directeur général de la FAO, dit qu'en choisissant pour thème de la Journée mondiale de l'alimentation de l'année 1993, le slogan "Valorisons la diversité de la nature", la FAO veut mettre l'accent sur l'importance de la diversité biologique pour le développement agricole durable et la santé écologique de la planète.

2. La diversité génétique de la nature, ce riche héritage, est en péril, situation qui menace l'agriculture mondiale du fait de la rapidité des récents changements, des retombées indésirables de l'industrialisation et de l'expansion continue de la population mondiale. Les ressources écologiques mondiales sont exploitées à un rythme qui ne peut être soutenu à long terme. Le danger le plus grand est celui que représente la transformation des habitats naturels, que ce soit pour des raisons de subsistance ou à des fins commerciales.

3. Depuis le début du XXe siècle, les plantes cultivées ont perdu environ 75 % de leur diversité génétique. Les réserves de gènes de centaines d'espèces sont menacées, dans les pays en développement, près de 20 % du patrimoine génétique est en péril, et en milieu aquatique, nombreuses sont les espèces qui risquent de disparaître par suite de la pollution, du détournement des cours d'eau, de la dégradation, de l'environnement ou de l'implantation d'espèces exotiques. Si la diversité génétique devait disparaître, ni l'être humain ni la nature ne seraient en mesure d'opérer une sélection pour favoriser l'adaptation à l'évolution des besoins, aussi bien en agriculture que dans les autres domaines.

4. Toutefois, il y a des raisons d'espérer. La production vivrière mondiale augmente depuis 1992, ce qui améliore les perspectives de la sécurité alimentaire. Les stocks mondiaux de céréales dépassent désormais le niveau minimum jugé nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire. D'ici à l'an 2025, la production vivrière doit s'accroître de 60 % pour satisfaire l'essor de la demande, principalement dans les pays en développement. Les techniques d'amélioration génétique, appliquées aux cultures et à l'élevage, pourraient jouer à cet égard un rôle considérable.

5. Depuis sa création en 1945, la FAO a pris la tête du combat contre la faim et encouragé la conservation des ressources naturelles dont dépend la production vivrière. Récemment, elle a recentré ses programmes sur la notion de durabilité de l'agriculture et du développement rural. Elle sert de tribune intergouvernementale au sein de laquelle les pays qui sont une source de biodiversité – pour la plupart pays du tiers monde – et les usagers – essentiellement nations industrialisées – peuvent coopérer et se partager les bénéfices. L'Organisation fait oeuvre novatrice à cet égard, puisque le système économique international n'est pas toujours en mesure d'attribuer des valeurs d'échange à la diversité biologique et aux autres composantes écologiques.

(M. Syrogiannis-Camara)

6. La conservation de la biodiversité coûte beaucoup moins cher que ne le serait le prix à payer du fait de sa dégradation. Il faut prendre d'urgence des mesures aux niveaux local, national et international pour préserver ces ressources naturelles et les laisser en héritage aux générations futures.

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT (suite) (A/48/182, A/48/291-S/26242, A/48/338, A/48/345, A/48/353-S/26372)

7. M. NEBIE (Burkina Faso), citant des chiffres que le Secrétaire général a fournis dans son rapport sur la Stratégie internationale de la dette au milieu de l'année 1993 (A/48/345), dit que le montant total de la dette extérieure de l'Afrique a augmenté de plus de 100 % ces 10 dernières années alors que celui des pays d'Afrique subsaharienne augmentait de plus de 150 %. Les paiements au titre de la dette et du service de la dette s'élèvent à plus de 11 % du budget de son pays, qui, du fait de la modicité de ses recettes d'exportation et de l'application d'un programme d'ajustement structurel, est dans une situation qui appelle une attention particulière.

8. Tout en se félicitant des résultats obtenus par la Stratégie internationale de gestion de la dette des pays en développement, il estime qu'il est nécessaire de prendre d'autres mesures pour aider les pays en développement et particulièrement les moins avancés d'entre eux. Sa délégation préconise l'annulation totale de la dette publique bilatérale ainsi que l'application de mesures effectives pour une réduction substantielle du montant de la dette et du service de la dette accordée par les institutions financières multilatérales et par les créanciers commerciaux. Elle remercie tous ceux qui ont déjà annulé leur part des créances sur son pays, qui s'engage à continuer de s'acquitter de ses obligations.

9. En conclusion, il souligne que de l'avis de sa délégation, la crise de la dette ne sera résolue de façon durable que si les mesures déjà prises et celles qui sont souhaitées sont accompagnées par la mise en place d'un système commercial multilatéral juste et équitable, y compris une réévaluation des termes de l'échange.

10. M. MARKER (Pakistan) dit que la crise de la dette extérieure a toujours été traitée de façon fragmentaire, isolée et inappropriée. Les mesures d'allègement de la dette ne s'appliquent pas à tous les types de crédit, ce qui signifie que bien des pays lourdement endettés n'en bénéficient pas. Le problème se complique du fait qu'il n'existe pas un seul mécanisme chargé de traiter l'ensemble de la dette extérieure. En outre, comme il n'existe pas de mécanisme officiel chargé de restructurer la dette multilatérale des pays en développement, il a fallu que ces derniers empruntent pour redresser leur balance des paiements, alourdissant ainsi davantage le poids de la dette de nombre de pays en développement à faible revenu. En dépit de l'accroissement des flux financiers à destination de quelques pays en développement, les pays ayant une économie très vulnérable continuent d'être aux prises avec la stagnation des prix des produits de base, l'insuffisance et la stagnation du financement du développement et des sorties nettes de ressources.

/...

(M. Marker, Pakistan)

11. En prenant une action concertée pour alléger le poids de la dette des pays en développement, les pays industrialisés encourageraient la croissance dans les pays en développement, ce qui à son tour est essentiel à la croissance de l'économie mondiale. Certains pays à revenu intermédiaire lourdement endettés ayant bénéficié des plans Baker et Brady ont profité d'un plus large accès au financement privé, ce qui a amélioré leur compétitivité.

12. La crise de la dette en Afrique, en particulier en Afrique subsaharienne, appelle des mesures immédiates. Il est regrettable que le Groupe des sept pays les plus industrialisés ne soit pas parvenu à un accord sur l'application des "Conditions de la Trinité", visant à alléger davantage la dette des pays à faible revenu. Il faut se féliciter des mesures spéciales prises par le Gouvernement français en ce qui concerne la dette publique bilatérale d'un certain nombre de petits pays débiteurs et souhaiter que d'autres pays créanciers suivent son exemple.

13. Lors des débats sur la question de la dette extérieure, on ne saurait passer sous silence les difficultés auxquelles font de plus en plus face les pays à faible revenu dont la dette provient pour l'essentiel de sources bilatérales ou multilatérales. La plupart de ces pays ont géré rationnellement leur économie et se sont acquittés de l'ensemble de leurs obligations mais à un coût social très lourd. Il ne faut pas pousser le processus d'ajustement structurel à un point où il pourrait entraîner de graves perturbations sociales et politiques. Les pays à faible revenu comme le sien n'ont pas bénéficié jusqu'ici de toutes les initiatives d'allégement de la dette. Il faut examiner de façon approfondie la situation financière des pays à faible revenu et élaborer des mécanismes novateurs pour leur permettre de continuer à se développer et à atteindre le point où ils pourraient financer leur propre développement en recourant aux emprunts commerciaux et aux investissements étrangers.

14. On pourra difficilement trouver une solution durable au problème de la dette sans une amélioration sensible du climat économique international. Il faut notamment réduire les taux d'intérêt, prendre des mesures novatrices d'allégement de la dette, mettre un terme au protectionnisme, intensifier la coopération en matière de transfert de technologie et stabiliser les prix des produits de base.

15. M. HADID (Algérie) s'associe pleinement à l'intervention du représentant de la Colombie qui a parlé au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Les difficultés économiques auxquelles font face les pays en développement peuvent être imputées, dans une large mesure, à un endettement extérieur qui a atteint un seuil critique. Les pays africains ont les ratios dette/produit intérieur brut (PIB) et dette/exportations les plus élevés. Le mouvement de transfert de ressources est resté négatif pour la plupart des pays africains et bon nombre d'autres pays. Même quand le transfert est devenu positif, le flux de ressources ne suffit pas à assurer complètement le financement des investissements. Aussi, alors que les flux de capitaux et d'investissements directs en direction des pays en développement diminuent, l'endettement extérieur continue d'engendrer d'importants transferts nets de ressources des pays en développement vers les pays développés qu'accroissent l'instabilité des

(M. Hadid, Algérie)

taux de change et la hausse des taux d'intérêt. Le service de la dette grève lourdement le potentiel de croissance et hypothèque les stratégies de développement des pays en développement qui s'engagent dans d'ambitieux processus de réforme économique et s'efforcent de stabiliser leur économie. Du fait qu'il détourne les fonds disponibles et freine l'apport d'investissements étrangers, l'endettement extérieur exacerbe les tensions politiques et sociales que crée l'ajustement structurel. Il continue d'être perçu et géré sous un angle strictement monétaire et financier et dans le seul intérêt des pays et organismes créanciers, alors qu'il s'agit d'un problème politique majeur qui appelle une démarche globale et concertée.

16. Il ressort clairement du caractère sélectif et partiel des récentes initiatives de réduction et de conversion de la dette qu'elles ont pour objet de permettre au système international de récupérer ces créances plutôt que d'aider les pays en développement à vaincre leurs difficultés. Une prise en charge effective de la crise de la dette passe par une réduction significative du montant de la dette et du service de la dette des pays en développement. Ce principe doit constituer un élément essentiel mais non exclusif de toute stratégie internationale visant un règlement juste et définitif de la crise de l'endettement extérieur des pays en développement. Les pays créanciers, les institutions financières multilatérales, les banques et les pays endettés devront renouveler leur réflexion en tenant pleinement compte des impératifs de la transition en cours dans le monde et consentir l'effort nécessaire en vue de trouver une solution durable et globale touchant tous les types de dette et toutes les catégories de pays endettés. Une attention particulière devrait être accordée aux pays africains à revenu intermédiaire qui ne bénéficient d'aucune mesure significative de réduction de la dette ainsi qu'aux pays qui, en dépit d'une situation extérieure défavorable, continuent d'honorer leurs obligations de remboursement à un prix social et politique élevé.

17. Toute solution au problème de la dette doit s'accompagner d'une amélioration sensible du climat économique international. La proposition relative à la convocation d'une conférence internationale sur le financement du développement, que le Secrétaire général a faite à la session d'été du Conseil économique et social en 1991, doit être sérieusement réexaminée, car elle constituera un cadre adéquat de réflexion et de proposition. Le renforcement et la libéralisation du système commercial international, tout comme la redynamisation du secteur des exportations des produits de base, y compris au moyen de cours plus rémunérateurs pourraient favoriser la croissance et le développement économique.

18. M. ALDOSARI (Bahreïn) dit que la crise de la dette extérieure, telle qu'elle ressort de l'endettement extérieur élevé des pays en développement importateurs de capitaux pendant la période 1982-1992 a des incidences négatives sur le développement et la stabilité internationale. La dette extérieure continue de croître, atteignant 1 400 milliards de dollars en 1992. Pour alléger la dette, il faudrait renforcer le système commercial international et réviser les politiques nationales. Il faudrait que les pays débiteurs accroissent leur épargne, leur taux d'investissement et s'efforcent d'attirer les flux de capitaux à long terme. Il faut en outre intensifier les échanges et assurer un meilleur accès aux marchés. Il importe de garantir la protection

/...

(M. Aldosari, Bahreïn)

sociale des groupes les plus touchés par les réformes économiques dans les pays débiteurs, en particulier les groupes à faible revenu, afin d'assurer la stabilité sociale et politique. Les programmes internationaux devraient avoir pour objet l'allègement global et durable de la dette afin de jeter les bases du développement et de combler le fossé entre pays en développement et pays développés, de réduire la pauvreté et de promouvoir l'enseignement, la santé et la construction de logements.

19. Mme MAIKARFI (Niger) dit que sa délégation souscrit à la déclaration faite par le représentant de la Colombie au nom du Groupe des 77. Un certain nombre de mesures ont bien été prises pour modérer l'acuité de la crise de l'endettement dans de nombreux pays, mais les progrès enregistrés ne portent que sur des catégories spécifiques de la dette et ne suffisent pas à assurer aux pays en développement les apports internationaux de liquidités et d'investissements dont ils ont besoin pour relancer la croissance. Ces progrès d'ailleurs se limitent principalement aux pays asiatiques, dont la plupart connaissent une croissance exceptionnelle. La situation reste très critique en Afrique subsaharienne. La structure de la dette extérieure de l'Afrique n'a pas beaucoup changé depuis 1991. La dette commerciale stagne du fait que nombre de pays deviennent de plus en plus insolvables. Malgré les mesures d'allègement consenties, le montant de la dette publique a augmenté de 3,7 % et un certain nombre de pays ne sont plus en mesure d'honorer leurs obligations au titre du service de la dette. C'est pourquoi l'Organisation de l'unité africaine a demandé une réévaluation de la situation et lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle renforce les mécanismes existants et en crée de nouveaux afin de traiter le problème de façon satisfaisante.

20. Sa délégation lance un appel aux pays créanciers pour qu'ils fassent preuve de volonté politique en apportant leur concours au règlement radical de la crise de la dette, en faisant preuve d'une plus grande solidarité et en acceptant d'annuler en totalité la dette des pays les moins avancés. Son pays espérait que le Groupe des Sept allait prendre une décision à ce sujet au cours de la réunion qu'elle a tenue à Tokyo en juillet. Ce dernier n'a pas cependant pris de mesures énergiques permettant d'améliorer les capacités de remboursement des pays endettés. La représentante du Niger ne souscrit pas à l'idée avancée au paragraphe 53 du rapport du Secrétaire général (A/48/345), à savoir que le règlement du problème de la dette des pays en développement ne résoudrait pas en soi la question de leur développement. La disparition du fardeau de la dette constituerait un pas décisif dans la voie du développement, car elle dégagerait des ressources qui seraient consacrées au financement d'investissements sociaux pour la restauration de l'environnement et, partant, à la relance de l'économie. Il faudrait, par conséquent, accorder la priorité à l'annulation complète de la dette des pays les moins avancés, à l'allègement de la dette des autres pays en développement, à la réaffectation d'une partie des fonds destinés au service de la dette au financement de projets économiques et sociaux et à la généralisation des échanges dette contre nature qui contribuent à la fois à la restauration de l'environnement et à l'amélioration de la situation économique.

21. M. BANGALI (Sierra Leone) fait siennes les observations du représentant de la Colombie au nom du Groupe des 77. La dette extérieure et le service de la dette constituent toujours de graves contraintes pour la croissance de l'économie de son pays. Les programmes de développement sont complètement paralysés et le Gouvernement est incapable de satisfaire les besoins sociaux

/...

(M. Bangali, Sierra Leone)

élémentaires de sa population. Outre le climat économique mondial défavorable, la situation en Sierra Leone est aggravée par la guerre de rébellion qui lui est imposée à partir du Libéria. Cette guerre qui représente un fardeau insupportable pour le pays a considérablement réduit les ressources destinées aux secteurs clefs de l'économie. La Sierra Leone a donc dû augmenter son endettement, compromettant ainsi les perspectives de prospérité socio-économique. Elle ne peut plus rembourser la dette ni même en assurer le service et se trouve donc enfermée dans un cercle vicieux de pauvreté et d'endettement. Pour toutes ces raisons, sa délégation a l'intention de présenter une résolution demandant une aide économique internationale pour la reconstruction et le redressement des zones dévastées de la Sierra Leone.

22. Au cours de l'année écoulée, la politique internationale en matière de gestion de la dette a évolué positivement, mais il est possible de prendre d'autres mesures d'allégement et de gestion de la dette bilatérale. Le Club de Paris devrait élargir l'application de la notion d'admissibilité dans le cadre des conditions renforcées de la Trinité afin d'en faire bénéficier un grand nombre de pays débiteurs à faible revenu. Pour de nombreux pays en développement, le problème de la dette a atteint un seuil critique. En conclusion, il exprime sa gratitude à tous les pays qui ont rééchelonné la dette de la Sierra Leone et aux quelques pays qui en ont annulé une partie. La mise en place par les pays développés d'un mécanisme mondial d'annulation de la dette constituerait un pas important vers la solution de la crise et vers l'atténuation de la pauvreté dans les pays en développement.

23. Mlle OCAMPO (Philippines) dit qu'il existe deux moyens d'alléger le problème de la dette : soit indirectement, en aidant les pays en développement endettés à accroître leur revenu national afin de disposer de ressources supplémentaires pour rembourser leur dette extérieure; soit directement, en prenant à leur charge ou en annulant les dettes.

24. Les éléments les plus importants de la méthode d'aide indirecte aux pays en développement endettés sont la production et le commerce. La production concerne non seulement tous les secteurs de l'économie nationale mais aussi la diversification des produits, le renforcement de la productivité et la recherche des possibilités d'avantages comparatifs. Toutefois, les efforts de production des pays en développement endettés resteront vains tant que l'accès aux marchés des pays industrialisés restera fermé par suite des politiques protectionnistes et des barrières tarifaires ou non tarifaires.

25. On ne peut nier l'efficacité des divers plans de réduction de la dette ou du service de la dette ni celle des accords de crédit croisés, mais ces mesures ne suffisent pas pour éponger la dette des pays en développement qui s'élève à 1 400 milliards de dollars. Sa délégation est convaincue que la meilleure solution est l'annulation de la dette après évaluation réaliste des capacités de remboursement de chaque pays. Les Conditions de Toronto et de la Trinité en faveur des pays les moins avancés doivent être élargies aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

26. L'Organisation des Nations Unies est l'instance appropriée pour appeler l'attention de la communauté internationale sur le problème de la dette extérieure. Les gouvernements des pays créanciers, agissant individuellement ou collectivement, ont proposé des solutions à ce problème et, à la première

/...

(Mlle Ocampo, Philippines)

session de la Commission du développement durable, de nombreuses délégations ont demandé la réduction de la dette ou son annulation. Cette annulation nécessite non seulement une coordination étroite entre les gouvernements et leurs banques créancières, mais aussi une très forte volonté politique. Il est grand temps pour les Etats Membres de l'Organisation de faire preuve de cette volonté politique.

27. M. NAADJIE (Ghana) affirme que plus que toute autre contrainte, la charge de la dette compromet toute possibilité de redressement et de croissance des économies africaines. La stratégie internationale relative aux dimensions sociales et politiques de la dette extérieure impliquant tant les créanciers que les débiteurs, doit donc être révisée. La dette extérieure freine les efforts visant à augmenter la production mondiale, à restructurer les économies des pays en développement et à les intégrer à l'économie mondiale.

28. La stratégie internationale pour la solution de la crise de la dette n'a pas réussi à éliminer totalement les causes de la crise. Cette crise s'aggrave dans les pays pauvres et à faible revenu, alors que leur capacité d'attirer l'investissement étranger direct s'affaiblit, les empêchant ainsi de faire face aux besoins essentiels de leur population. La faiblesse des prix des produits de base, les mesures protectionnistes, l'instabilité monétaire et de nombreux autres facteurs représentent autant de graves contraintes pour les efforts de développement des pays en développement déjà écrasés par la dette.

29. Les plans de réduction de la dette actuelle n'ont pas réussi à améliorer la situation difficile des pays débiteurs. Les plans négociés individuellement par les pays en développement sont pratiques mais ne permettent que des solutions à court terme et ne modifient pas les relations financières internationales, facteur essentiel pour toute solution de la crise.

30. La première mesure en vue d'une solution durable serait l'annulation directe de la dette des pays les plus pauvres et des pays les plus lourdement endettés. Cette mesure doit être suivie d'autres mesures touchant tous les types de dette, qu'elle soit bilatérale, multilatérale ou commerciale. Le meilleur moyen pour les pays industrialisés riches de relancer l'économie mondiale serait de concevoir et de mettre en oeuvre un mécanisme global d'annulation de la dette qui permettrait à toutes les économies nationales de renouer avec la croissance.

31. M. BUKURU (Burundi), tout en exprimant son accord avec la déclaration sur la crise de la dette extérieure et le développement faite par le représentant de la Colombie au nom du Groupe des 77, déclare que la dette extérieure qui pèse sur les économies africaines a des effets négatifs sur le développement durable et menace le développement lui-même. Les recettes à l'exportation sont absorbées par le paiement du service de la dette au lieu d'être utilisées pour satisfaire les besoins essentiels de la population. En Afrique subsaharienne, les rapports de la dette au PNB et de la dette aux exportations sont près du triple des rapports moyens des pays en développement. Plus de 50 % des recettes à l'exportation du Burundi sont utilisés pour assurer le service de la dette. Sa délégation apprécie aussi les différentes initiatives en faveur de l'allègement de la dette extérieure des pays en développement.

(M. Bukuru, Burundi)

32. Sa délégation exhorte les institutions financières multilatérales à prendre plus d'initiatives en matière de gestion de la crise de la dette due par les pays en développement. L'un des moyens de résoudre ce problème serait d'annuler la dette des pays les plus pauvres, car leur reprise économique serait impossible autrement. Outre les mesures destinées à atténuer les effets négatifs de la dette sur les économies des pays en développement, les principaux pays créanciers doivent donner une vigoureuse impulsion au financement du développement.

33. M. MURIITHI (Kenya) déclare que la charge de la dette des pays en développement a retardé leurs efforts de développement et leur capacité de fournir des services sociaux et économiques aussi essentiels que le logement, l'éducation, les soins de santé et l'alimentation. La situation est encore aggravée par les effets négatifs des programmes d'ajustement structurels, la baisse des flux de l'aide publique au développement (APD) vers les pays en développement, la chute brutale des prix des produits de base ainsi que le renforcement du protectionnisme dans les pays développés.

34. Dans son rapport publié sous la cote A/48/345, le Secrétaire général a mis en relief un certain nombre de mesures actuellement prises par la communauté internationale pour alléger la charge de la dette des pays en développement. Toutefois, ces mesures ne concernent en fait que la dette bilatérale. La structure de la dette des pays en développement vis-à-vis des institutions financières multilatérales n'a pas changé et il n'existe pas de cadre officiel pour sa restructuration. Une étude doit être faite pour examiner les mesures d'allègement de la dette qui pourraient être prises par les institutions financières multilatérales pour alléger la dette des pays en développement.

35. M. SEQUEIRA (Nicaragua) dit que jusqu'à présent il n'y a aucun signe indiquant que les pays développés sont disposés à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour aboutir à une solution globale. Le niveau de la dette s'est considérablement accru à la suite des renégociations destinées à assurer la solvabilité du système financier international plutôt que celle des pays débiteurs.

36. Les mesures prises jusqu'à présent ont considérablement allégé le problème de la dette pour certains pays en développement à haut revenu et à revenu intermédiaire dont la base économique est plus large et plus diversifiée, mais elles n'ont pas répondu aux conditions spécifiques que connaissent les pays à faible revenu. Le Nicaragua, quant à lui, a le taux d'endettement par habitant le plus élevé du monde en termes relatifs. En l'absence d'une solution rapide et radicale, la reconstruction économique et sociale du Nicaragua serait pratiquement impossible. Les mécanismes appliqués à la dette commerciale sont hors de portée des pays à faible revenu en raison de leur capacité limitée de rachat de la dette. Il est inquiétant que tout rééchelonnement des obligations du service de la dette soit interdit et que la dette due à ces institutions soit le seul type de dette des pays en développement pour lequel il ne soit pas prévu de cadre officiel de restructuration. Le Nicaragua honore ses engagements, mais il y a des limites à sa capacité à continuer de le faire étant donné les conditions sociopolitiques dans lesquelles les programmes d'ajustement économique sont appliqués. La meilleure solution technique n'est pas nécessairement valable aux plans social et politique.

/...

(M. Sequeira, Nicaragua)

37. Afin de parvenir à une solution juste et durable, les pays débiteurs doivent collaborer avec les pays développés en tenant compte de la responsabilité commune des débiteurs et des créanciers. Au niveau international, des mesures doivent être prises pour améliorer les termes de l'échange, en particulier les prix des produits de base, éliminer le protectionnisme et supprimer les subventions agricoles accordées par certains pays développés. Ainsi, il sera possible de créer des conditions compétitives pour les pays en développement, ce qui se traduira par une baisse de la demande de ressources financières destinées à équilibrer la balance des paiements, et donc par un renforcement de leur capacité de remboursement sans compromettre la croissance économique.

38. M. CALOVSKI (ex-République yougoslave de Macédoine) déclare que son pays ne peut résoudre le problème de la dette sans appui international. A l'instar de nombreux pays en transition et pays en développement, la crise de la dette est loin d'être résolue. A sa présente session, l'Assemblée générale doit accorder la priorité à la solution de la crise de la dette sans laquelle il ne peut y avoir d'amélioration de la situation internationale ni de développement pour de nombreux pays.

39. M. SWETJA (Indonésie) indique que, malgré l'amélioration des indicateurs globaux de la dette, l'endettement excessif demeure une contrainte pour de nombreux pays à faible revenu et pour les pays se classant dans la classe inférieure dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, en particulier en Afrique. Même en Asie, l'endettement augmente. Aussi, est-il prématuré de dire que la crise de la dette soit révolue. Les pays développés et les pays en développement doivent recourir à des politiques économiques saines et poursuivre l'ajustement économique à même d'instaurer la confiance, de renforcer l'épargne nationale et d'attirer les investissements et les flux de capitaux à long terme vers les pays en développement. Les pays développés profiteraient ainsi d'une plus grande stabilité des flux financiers internationaux et des taux de change ainsi que du renforcement du commerce international. Il est évident que les pays développés ont une plus grande influence sur l'environnement extérieur. Ainsi, le succès des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round permettrait de dégager des centaines de milliards de dollars grâce à la croissance du commerce. De même, si les prix des produits de base pouvaient être stabilisés à des niveaux satisfaisant à la fois les producteurs et les consommateurs, de nombreux pays en développement mono-exportateurs seraient en meilleure position pour se libérer de leurs problèmes d'endettement.

40. Une stratégie de désendettement qui serait vraiment axée sur le développement supposerait une démarche tripartite plus vigoureuse, réunissant pays débiteurs, pays créanciers et institutions financières. Il faut réduire davantage l'encours et le service de la dette, notamment des pays à faible revenu lourdement endettés. L'Indonésie sait d'expérience que les rééchelonnements répétés ne sont pas une solution. Il serait plus indiqué d'alléger en une fois, plutôt que par étapes, et substantiellement, l'encours et le service de la dette des pays les plus lourdement endettés. La communauté internationale devrait adopter les conditions de la Trinité pour renforcer cette stratégie globale. Les critères d'octroi de ces conditions devraient être appliqués plus souples, de façon que des pays plus nombreux puissent en bénéficier. La coopération Sud-Sud pourrait également aider à résoudre la crise de la dette.

(M. Swetja, Indonésie)

41. Le fait de résoudre le problème de la dette des pays en développement ne résoudra pas leurs problèmes de développement. Il est nécessaire d'instaurer un partenariat démocratique et un dialogue constructif entre les créanciers, les débiteurs et les institutions financières internationales pour atteindre les objectifs de développement.

42. M. DIAZ (Venezuela) déclare que malgré des progrès certains dans les stratégies visant à réduire la dette et le service de la dette, telles que celles qui ont été appliquées par le Club de Paris pour les pays à faible revenu, il considère que la question de la dette doit demeurer à l'ordre du jour de la communauté internationale. Ce n'est un secret pour personne que les efforts des pays en développement visant à remédier aux déséquilibres économiques, à équilibrer leur balance des paiements et à assurer un accès équitable au commerce international sont compromis par les mesures d'ajustement structurel actuellement appliquées par de nombreux pays en développement, ainsi que par la montée du protectionnisme. Dans des pays comme le sien, cela se traduit par une grave instabilité politique, économique et sociale qui met en danger les institutions démocratiques. Aussi, il importe plus que jamais de maintenir cette question à l'ordre du jour. Sa délégation propose donc d'envisager la possibilité de réaménager les conditions de paiement en faveur des pays en développement lourdement endettés et demande la conclusion rapide et équilibrée de l'Uruguay Round, ce qui permettrait de mettre en place les conditions minimum pour assurer des échanges commerciaux équitables, et de relancer la croissance dans les pays en développement.

La séance est levée à 17 heures.